

élevés qu'eux, et rarement la justice et le droit ont été violés avec autant d'éclat que dans leurs personnes.

“Ni l'un ni l'autre de ces rois n'a jamais, pour régner, pactisé avec le mal, ni perverti, trompé ou violenté les hommes. Ils ont passé en faisant le bien, en flétrissant le mal, et proclamant au milieu de l'indifférence, de la lâcheté ou des menaces, les vérités et les principes qui seuls peuvent soutenir ou sauver le monde, et que la Révolution prétend remplacer par de grossiers mensonges ou par le néant.

“Mazzini lui-même l'avait déclaré : “il n'y a que deux hommes en Europe, Pie IX et Henri V !” Le successeur de Pie IX ne nous manquera jamais. Mais on comprend le vide profond d'une époque qui avait pu se promettre et chaque jour attendre le règne d'Henri V.

“Ce roi sans couronne a, pendant plus de quarante ans, montré à l'Europe ce qu'est un roi très chrétien, très grand, très juste, véritablement de son siècle, longuement préparé à résoudre tous les problèmes modernes de la politique et de la société, connaissant à fond les devoirs bien plus que les droits de la royauté, père dévoué des humbles et des faibles, chef incomparable pour un grand peuple, aimant plus que tout sa patrie ingrate, et suivi dans son exil d'un cortège d'hommages, d'amour et de respects comme nul triomphateur n'en eut sur le trône. A côté de ce souverain détroné combien ont paru petits les autres souverains régnants et puissants ! Un seul, le Pape, l'a dépassé en prestige et en majesté ; mais celui-là ne tient pas sa grandeur de la terre !

“Henri V a fait comprendre à notre siècle ignorant et trompé ce qu'est la royauté catholique, que nul prince, dans l'histoire, n'a faite plus haute, plus belle, à la fois plus divine et plus humaine. Saint Louis même, son aïeul et son modèle, n'en a pas conçu un idéal plus complet, ni plus capable d'assurer la paix, la grandeur et la prospérité d'un peuple.

“Heureuse aurait été la nation gouvernée par un tel prince ! Ce sera un des grands étonnements de l'histoire, et, un jour sans doute, un des grands regrets nationaux, d'avoir vu la France, dans l'état où l'a mise la Révolution, passer pendant près d'un demi-siècle à côté de lui sans vouloir le connaître ; le repousser parce qu'il était trop honnête, trop grand, trop national, trop français, trop chrétien, et le laisser mourir sur la terre d'exil, pendant qu'elle s'abandonnait, elle, la patrie de saint Louis ! à une bande d'aventuriers et de malfaiteurs cosmopolites venus de tous les repaires de l'Europe pour la ruiner, la déshonorer et l'anéantir !

“Certes, nous savons que jamais les chrétiens ne doivent désespérer... Nous nous rappelons que Dieu s'est souvent servi d'instruments inconnus et inattendus pour sauver les peuples. Mais comment ne pas voir dans le coup actuel une épreuve nouvelle pour notre nation ?

“Comment ne pas y reconnaître le châtement d'erreurs et de fautes que les peuples ne commettent pas impunément ? Nous avons pu voir près de nous, pendant des années, celui que la France chrétienne croyait destinée à la sauver. Un mot suffisait pour sortir de l'abîme où nous nous débattons. Ce mot n'a pas été dit, et la nation aveuglée s'est obstinée dans ses erreurs. Il semble qu'on ait entendu le peuple égaré répéter ce cri sinistre qu'a proféré autrefois un autre peuple perdu : “*Nolumus hunc regnare super nos !*” Dieu, las de tant d'égarements obstinés et coupables, retire son élu et nous abandonne.

“Plus qu jamais, en présence de cet immense malheur, on sera tenté de désespérer de l'avenir. Nous aussi, en ne considérant que les hommes, nous nous laisserions aller au découragement. Mais n'oublions pas que nous ignorons les desseins et les voix de la Providence qui permet seule les plus grands comme les moindres événements. Ce qui

est impossible aux hommes est facile à Dieu. Si la France trouve encore grâce devant lui, les instruments de son salut naîtront sous ses pas.

“Si nous devons pleurer le Prince qui avait été si évidemment réservé à un peuple ingrat et léger, nous ne voyons pas, du moins, dans ce malheur, une raison pour accepter ce qu'un chrétien et un Français ne doivent accepter jamais ! Rappelons-nous la récente prière du comte de Chambord à ses amis qui l'entouraient : “Ne pleurez pas... pensez à la France !” Oui, pensons à la France et n'oublions pas les paroles dont le P. Monsabré ranimait notre courage au mois de mars dernier :

“Etes-vous prêts, soldats ? Vous sentez-vous la force de prendre en face des agressions de l'impiété l'attitude militante qui convient à ceux que l'Esprit Saint a marqués de son caractère et ornés de ses dons pour défendre la cause de Christ ? Votre cœur est-il plein de ces profonds mépris et de cette généreuse indignation que doit éprouver un chrétien en face de l'impiété insolente, et qui se produisent par des explosions vengeresses de la foi ?”

“Saluons le grand Prince et le grand règne dont l'obstination révolutionnaire a privé la France ! Pleurons le grand Français que sa patrie a méconnu, peut-être parce qu'elle ne le méritait pas ! Mais continuons à lutter sans défaillance contre le mal qui nous envahit. Dieu ne demandait que dix justes pour sauver une ville coupable ; espérons qu'il en trouvera assez pour sauver la France !”

UN ANCIEN MAGISTRAT.

La crise présente.

La société chrétienne traverse, en ce moment, une crise terrible. L'Eglise catholique est attaquée dans l'indépendance de son Chef, dans la liberté de son gouvernement, dans le recrutement de son sacerdoce, dans la formation de la milice religieuse, dans l'enseignement de sa doctrine, dans la possession de son pain quotidien. Ce sont là autant de conditions indispensables de son existence. Il faut donc de deux choses l'une : ou que ces droits soient reconnus, ou que l'Eglise cesse d'exister. Mais sans l'Eglise, plus de religion. L'Eglise seule, avec ses enseignements précis et son autorité divine, peut opposer une digue à l'invasion du matérialisme et de l'athéisme modernes. Que cette digue soit renversée, et il ne reste plus aucune croyance dans le monde.

Et sans religion, la société peut-elle subsister ? Si l'on ne reconnaît plus au ciel aucune autorité pour obliger les hommes à respecter les droits sociaux, que reste-t-il, sinon le droit brutal de la force ? Voilà les masses qui ont en main cette force ; qui pourront les empêcher de renverser un état de choses dans lequel elles ne trouvent que privations et fatigues ? La crise sociale peut-elle ne pas aboutir à la destruction de la société et à la complète barbarie, le lendemain du jour où la crise religieuse aurait abouti à la destruction du christianisme.

Tous ceux donc qui veulent en finir avec les désastres de la Révolution n'ont qu'une chose à faire : déployer le drapeau du vrai christianisme, du christianisme entier et intransigeant, le drapeau de la royauté de Jésus-Christ, et se grouper autour de ce drapeau. Jusque là, nous nous débattons misérablement ; nous ne lutterons que par des faux-fuyants et des demi-mesures contre l'armée révolutionnaire, qui a pour elle, tout à la fois, la logique et la force. Nous prolongerons la crise, mais nous n'en sortirons pas. Il ne nous sera permis d'en considérer l'heureuse issue comme prochaine que lorsque, en face du parti de la Révolution, il se formera parmi les hommes d'ordre, le seul parti qui peut sauver la société, le parti de la royauté de Jésus-Christ.

GABRIEL DEMARTIAL, S. J.